

**Point de presse de la porte-parole -  
Syrie/Attaques aériennes sur Idlib -  
Syrie - Iran - Yémen/Droits de  
l'Homme - Irak/Kurdistan irakien**  
(Paris, 28 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - Syrie - Attaques aériennes sur Idlib**

La France condamne les bombardements aériens auxquels l'armée de Bachar al-Assad et ses alliés ont procédé ces derniers jours, qui ont frappé la population civile et des hôpitaux dans la région d'Idlib et au nord de Hama. Ces actions sont une violation du droit international humanitaire.

La France appelle la Russie et les alliés du régime de Damas à faire respecter les engagements pris à Astana et à empêcher la poursuite de ces bombardements.

**2 - Syrie**

Q - Alors que Staffan de Mistura table toujours sur des discussions fin octobre à Genève, où en est le groupe de contact préconisé par la France ? Sera-t-il opérationnel pour faire pression sur les belligérants lors du prochain round de discussions en Suisse ?

R - Nous vous rappelons les raisons pour lesquelles le président de la République a fait cette proposition d'un groupe de contact sur la Syrie : nous entrons dans une nouvelle phase du conflit en Syrie qui verra la défaite de Daech. Mais il n'y a pas d'horizon pour la fin de la guerre civile. Or, sans solution politique qui y mettrait un terme, le pays restera un foyer de terrorisme et donc une menace pour nous.

Depuis 2011, tous les formats de négociation destinés à trouver une issue politique à ce conflit et in fine à mettre en oeuvre la résolution 2254 ont échoué. Les progrès du processus de Genève sont en deçà des attentes malgré les efforts continus de l'envoyé spécial des Nations unies, Staffan de Mistura. Le processus d'Astana a certes permis des progrès en matière de cessez-le-feu et de désescalade, mais il n'a pas vocation à traiter les questions politiques qui relèvent des Nations unies. Au demeurant, il pourrait aboutir à une partition de fait de la Syrie.

La mise en oeuvre de la résolution 2254 suppose que les pays capables de peser sur un

règlement du conflit aident les Syriens à parvenir à un accord sous l'égide des Nations unies. C'est à cette fin que le président de la République a proposé la création d'un groupe de contact restreint dont le noyau serait les membres permanents du conseil de sécurité. La convergence des membres du P5 est nécessaire pour que les discussions progressent.

Les discussions à New York ont été constructives, grâce à des réunions des directeurs politiques du P5, aux nombreux échanges du président de la République avec ses homologues russe, américain, iranien et turc et des représentants de l'opposition syrienne, ainsi qu'à la faveur de la réunion du P5 sous la présidence du secrétaire général des Nations unies le 21 septembre.

La Syrie a été le principal point à l'agenda de cette réunion. Jean-Yves Le Drian a présenté cette proposition de groupe de contact à ses partenaires. Ils ont tous endossé cette approche d'appui aux efforts de règlement politique que demandait aussi Staffan de Mistura. Ils sont tous d'accord pour participer à cette dynamique collective. Il a donc été décidé de mettre à profit les prochaines semaines pour affiner entre pays membres du P5 les paramètres de mise en oeuvre de cette initiative, mettre ensemble les acteurs importants aujourd'hui rassemblés dans des formats divers et trouver ainsi la bonne impulsion diplomatique qui permettra à la transition politique de s'engager, sous l'égide des Nations unies et en lien avec Staffan de Mistura.

### 3 - Iran

Q - Quels moyens envisagez-vous pour obtenir de l'Iran la cessation de ses activités balistiques ?

R - La France est extrêmement préoccupée par la poursuite par l'Iran de son programme balistique.

Les récents tests et tirs de missiles balistiques iraniens sont non-conformes à la résolution 2231 du conseil de sécurité, qui appelle l'Iran à s'abstenir d'activités en lien avec des missiles balistiques susceptibles d'emporter des charges nucléaires. Les annonces de tels tirs entrant en contradiction avec la résolution 2231 sont également de nature à attiser les tensions.

La France appelle l'Iran à respecter toutes les dispositions de cette résolution 2231 et à cesser toute activité déstabilisante dans la région. Le président de la République a évoqué sa préoccupation sur ce sujet lors de son entretien avec le président Rohani le 19 septembre à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Nous envisageons toutes les options diplomatiques.

### 4 - Yémen - Droits de l'Homme

Q - La France va-t-elle soutenir le projet de résolution néerlandais au conseil des droits de

l'Homme à Genève sur une commission d'enquête internationale sur le conflit au Yémen ? Que pensez-vous des méthodes de l'Arabie saoudite qui a menacé de représailles économiques les pays qui soutiendront ce projet ?

R - Nous avons exprimé à plusieurs reprises notre préoccupation devant la gravité de la situation au Yémen : nous condamnons toutes les atteintes au droit international humanitaire et appelons à l'arrêt des attaques contre toutes les populations civiles, où qu'elles se trouvent. Il est essentiel que les parties garantissent un accès humanitaire sûr, immédiat et sans entrave aux populations dans le besoin. Nous appelons également à la reprise sans délai des discussions politiques sous l'égide des Nations unies en vue d'une solution politique.

Les échanges à Genève sur un texte de compromis se poursuivent aujourd'hui.

Nous souhaitons qu'ils permettent d'aboutir à un texte prenant en compte la dégradation de la situation sur place et susceptible de recueillir un large soutien. Nous oeuvrons en particulier au rapprochement des positions sur la dimension internationale du mécanisme d'enquête sur les violations des droits de l'Homme commises au Yémen.

5 - Irak - Kurdistan irakien

Q - Quelle est votre réaction face à l'arrêt des vols internationaux depuis et vers le Kurdistan irakien décidé par Bagdad ?

R - M. Jean-Yves Le Drian a rappelé à plusieurs reprises notre souhait que les différends entre le gouvernement régional du Kurdistan et les autorités fédérales irakiennes se règlent par le dialogue et dans le cadre fixé par la constitution irakienne./.